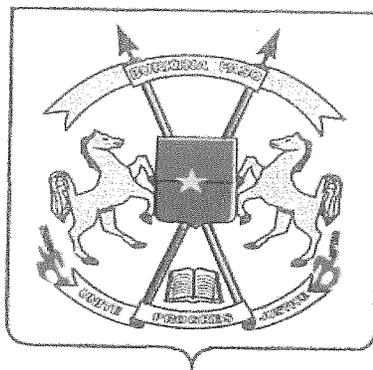


# BURKINA FASO



## SOIXANTE-ONZIEME SESSION ORDINAIRE DE L'ASSEMBLEE GENERALE DES NATIONS UNIES

≈ ≈ ≈ ≈ ≈ ≈ ≈ ≈ ≈ ≈

### DECLARATION

**DE SON EXCELLENCE**  
**MONSIEUR ROCH MARC CHRISTIAN KABORE**  
*PRESIDENT DU FASO*  
*PRESIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES*

*New York, le 22 Septembre 2016*

(Vérifier au prononcé)

*Mission Permanente du Burkina Faso auprès des Nations Unies*  
*Permanent Mission of Burkina Faso to the United Nations*

**Monsieur le Président**

**Mesdames et Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement**

**Monsieur le Secrétaire général des Nations unies**

**Mesdames et Messieurs les chefs de délégation**

**Distingués délégués**

**Mesdames et Messieurs**

Je voudrais joindre ma voix à celle de tous ceux qui m'ont précédé à cette tribune, pour vous adresser, Monsieur le Président, mes très vives et chaleureuses félicitations, pour votre élection à la présidence de la 71<sup>ème</sup> session de l'Assemblée générale.

Votre parfaite connaissance de la scène internationale, ainsi que vos grandes qualités personnelles, sont, nous en sommes convaincus, un gage de succès de nos travaux.

Je manquerais à un agréable devoir si je ne rendais pas un vibrant hommage à Monsieur Ban Ki-moon, Secrétaire général de l'ONU, pour sa vision, son leadership, ainsi que pour tous ses efforts en faveur du renforcement du rôle de l'Organisation, durant ses deux mandats.

**Monsieur le Président**

Je prends aujourd'hui la parole devant cette Auguste Assemblée, pour la première fois depuis mon accession, en novembre 2015, à la magistrature suprême de mon pays.

Après avoir traversé une crise politique profonde, née du déni de certains principes démocratiques élémentaires, le Burkina Faso a renoué avec les valeurs cardinales qui fondent la démocratie et l'Etat de droit. Le peuple burkinabé, à travers notamment sa jeunesse, a fait montre, à cette occasion, d'une grande maturité, et administré la preuve, s'il en était encore besoin, que rien, ni personne, ne peut indéfiniment étouffer la soif de justice et de liberté d'une population consciente et jalouse de ses droits, et de sa dignité.

C'est le lieu pour moi, d'exprimer notre profonde reconnaissance à l'Organisation des Nations unies et à l'ensemble de la communauté internationale, qui se sont mobilisés à nos côtés tout au long de ce combat.

Vos soutiens multiformes ont favorisé le retour définitif à un ordre constitutionnel normal, avec l'organisation de scrutins présidentiel, législatif et local démocratiques, libres et transparents.

C'est donc dire que ma présence devant vous ici est le symbole de ces droits restaurés et de cette liberté recouvrée. Le Burkina Faso est, désormais, résolument engagé sur la voie de la consolidation de son processus démocratique, sous-tendue par un ferme engagement à réaliser la réconciliation nationale et à instaurer un dialogue politique sincère et permanent.

### **Monsieur le Président**

Le développement durable n'a jamais figuré en aussi bonne place dans l'agenda des priorités de la communauté internationale. Surtout, l'engagement en faveur de l'éradication de la pauvreté et la lutte contre les inégalités n'ont jamais été aussi forts. Il faut donc saluer la pertinence du thème de cette session qui nous appelle à donner l'impulsion nécessaire à la transformation qualitative du monde, par une mise en œuvre efficiente des Objectifs du développement durable que nous avons unanimement adoptés l'année dernière, tout en veillant, comme nous y a si souvent engagé le Secrétaire général, à ne laisser personne de côté.

Pour sa part, et pour donner véritablement son sens au combat que notre peuple a mené pour la liberté et le progrès, le gouvernement du Burkina Faso a, dès son avènement, et conformément au mandat que celui-ci lui a confié, engagé l'élaboration d'un Plan National de Développement Economique et Social (PNDES) pour la période 2016- 2020.

S'inscrivant en droite ligne des aspirations profondes du peuple, le PNDES, qui prend en compte les grandes orientations du Programme de Développement Durable à l'horizon 2030, ainsi que celles de l'Agenda 2063 de l'Union africaine, sera présenté à nos partenaires techniques et financiers lors d'une table ronde des bailleurs de fonds qui aura lieu les 7 et 8 décembre 2016 à Paris. Nous savons pouvoir compter sur la solidarité agissante de tous, qui, en soutien aux efforts propres de l'Etat burkinabè, permettra de consolider les bases d'un véritable développement durable, gage de paix, de sécurité et de stabilité de notre pays.

### **Monsieur le Président**

Le monde est aujourd'hui confronté à des défis redoutables, qui exigent de renforcer l'action collective et d'intensifier les efforts conjoints dans le cadre de notre Organisation commune.

Le terrorisme international et l'extrémisme violent se sont imposés comme des menaces majeures de notre temps.

Les attaques terroristes, d'une violence sans précédent, perpétrées sans discrimination chaque jour et partout dans le monde, illustrent à souhait l'étendue d'un fléau désormais planétaire.

Pour en avoir été victimes, nous en mesurons l'ampleur. Je voudrais ici saluer la mémoire de toutes les victimes de ces actes ignobles, et renouveler la sympathie et la solidarité du peuple burkinabè à l'endroit de tous les peuples et pays touchés.

Nous devons nous en convaincre, l'efficacité de notre lutte le devra à notre capacité à nous inscrire d'abord dans une logique de partenariat, de mutualisation de nos efforts, d'échange de renseignements, dans le cadre d'une coalition mondiale cohérente et solide. L'action que nous menons dans le cadre du G5 Sahel s'inscrit dans cette dynamique, et doit être soutenue.

Le Burkina Faso salue le Plan d'action contre l'extrémisme violent du Secrétaire général adopté le 15 janvier 2016, et appelle à la finalisation urgente et à l'adoption du projet de convention générale sur le terrorisme.

Notre lutte ne portera par ailleurs des fruits que si nous parvenons à détruire les bases arrières et les sources d'approvisionnement des terroristes et que nous nous attachons à traiter les causes de tous ces extrémismes, qui se trouvent être, entre autres l'extrême pauvreté, les injustices, les inégalités, l'intolérance et les exclusions. A cet égard, **Monsieur le Président**, comment ne pas penser à ces milliers de migrants et de déplacés qui, chaque jour, risquent leur vie, en quête de lendemains meilleurs, faisant des mers et des océans des tombeaux à ciel ouvert ? C'est pourquoi nous nous félicitons de l'adoption de la déclaration de New York, qui marque notre volonté commune de trouver les voies et moyens de sceller aujourd'hui un pacte mondial pour une gestion plus efficace et plus humaine de la question des déplacements massifs des réfugiés et des migrants.

Nous avons, plus que jamais, la ferme conviction que les réfugiés et les migrants ne doivent plus être perçus comme des menaces mais plutôt comme une source d'opportunité pour eux-mêmes, pour leurs pays d'accueil et d'origine, tout en étant un facteur de rapprochement entre les peuples et les pays .

**Monsieur le Président**  
**Mesdames et Messieurs**

Les changements climatiques s'inscrivent en bonne place parmi nos préoccupations. C'est pourquoi le Burkina Faso se félicite de l'adoption de l'Accord de Paris, et appelle à sa ratification par toutes les parties prenantes. Nous fondons l'espoir que ce nouveau pacte environnemental permettra la réduction sensible des taux de carbone par les pays développés et la tenue des promesses financières, afin de renforcer la résilience des pays en développement contre les catastrophes climatiques. A cet égard, la COP 22, prévue à Marrakech en novembre prochain, constituera une étape décisive.

Dans la même veine, je voudrais saluer la tenue, en 2015, de la conférence d'Addis Abeba pour le financement du développement durable, ainsi que l'organisation du Sommet humanitaire mondial en mai 2016 à Istanbul, qui ont également permis de réitérer nos engagements pour la réalisation du Programme de développement durable.

## **Monsieur le Président**

La paix, la sécurité et le développement sont, nous le savons tous, indissociables.

Pour cette raison, l'Afrique s'est inscrite dans une dynamique de recherche de la paix et d'enracinement de la démocratie.

Le Burkina Faso se félicite ainsi des récentes avancées significatives enregistrées sur le continent, notamment par l'organisation d'élections libres et transparentes dans plusieurs pays.

Des foyers de tensions et de crises persistent certes, mais nous sommes confiants quant à la capacité des acteurs politiques des pays concernés à consolider la paix, la stabilité et la sécurité, et à promouvoir le développement durable.

La situation sécuritaire au Nord du Mali demeure cependant une source de grande préoccupation, et mérite toute l'attention de la communauté internationale, par le relèvement du mandat de la MINUSMA et un soutien important aux initiatives sous régionales, notamment l'opérationnalisation de la force d'intervention rapide du G5 Sahel, ainsi que par l'appui à la mise en place par l'Etat malien de véritables leviers du développement de cette région.

La même attention devrait se manifester à l'égard du Soudan du Sud et de la Somalie afin que ces pays puissent clore définitivement le chapitre des violences, des conflits et des crises qui plombent leur ancrage institutionnel et leurs efforts de développement.

Respectueux du principe du règlement pacifique des différends, le Burkina Faso réitère son appel pour une solution politique négociée de la question du Sahara occidental.

## **Monsieur le Président**

Le monde ne sera pas en paix tant que le Moyen-Orient ne sera pas en paix. Nous appelons à la résolution pacifique, juste et équitable du conflit israélo-palestinien, fondée sur la solution des deux Etats, Israël et la Palestine, vivant côte-à côte et en parfaite harmonie, à l'intérieur de frontières sûres et reconnues. Il convient alors de saluer à sa juste valeur la Conférence sur la paix israélo-palestinienne organisée par la France en juin dernier.

En Syrie, en Irak et au Yémen, nous exhortons l'ensemble de la communauté internationale à s'investir dans la recherche d'une paix véritable, dans le respect du droit international, afin que les énormes potentialités de ces pays puissent contribuer au bien-être de leurs populations et de leur région.

## **Monsieur le Président**

Le Burkina Faso se réjouit de la décrispation progressive des relations entre Cuba et les Etats-Unis d'Amérique, et forme le vœu que cette dynamique aboutisse à une normalisation définitive et à la levée totale de l'embargo économique, financier et commercial contre Cuba

Sur un autre registre important pour la santé dans le monde, je voudrais rappeler que la lutte contre le VIH/Sida doit rester d'actualité car, en dépit des progrès enregistrés, les risques de résurgence sont énormes en raison de la croissance démographique rapide de la frange jeune de la population.

La volonté du Burkina Faso de mettre définitivement un terme à ce fléau d'ici 2030 reste ferme.

L'adoption, le 13 juillet 2016, d'un Cadre stratégique national de lutte contre le VIH, le Sida et les infections sexuellement transmissibles, consacre la synergie et l'efficacité dans la lutte contre les infections sexuellement transmissibles pour la période 2016-2020.

Nous nous félicitons des tenues successives de la réunion de haut niveau, ainsi que de la 21<sup>ème</sup> Conférence internationale de Durban sur le VIH/SIDA.

Il appartient désormais à la communauté internationale de s'approprier les conclusions de ces foras pour offrir aux générations futures, un monde débarrassé de cette pandémie.

## **Monsieur le Président**

Sur la problématique du désarmement en général, il importe de poursuivre nos efforts en vue de renforcer la confiance entre nos Etats.

En effet, la prolifération des armes légères et de petit calibre constitue une menace réelle pour la paix et la sécurité, notamment en Afrique.

La mise en œuvre du Traité sur le commerce des armes réduirait sensiblement cette menace qui pèse sur le développement de nos Etats.

Le Burkina Faso appuie fermement les actions entreprises par l'ONU en vue de parvenir à un désarmement général et complet tant au niveau des armes de destruction massive que pour les armes classiques.

## **Monsieur le Président**

Après 71 ans d'existence, il est impérieux d'engager une réforme responsable et équilibrée de l'ONU, pour un ordre international plus juste, plus équitable et plus viable, fondé sur le dialogue entre les peuples et les civilisations et sur une culture de partage et de solidarité.

S'agissant plus précisément de la réforme du Conseil de sécurité des Nations Unies, le Burkina Faso réitère son adhésion à la position africaine, qui n'a pour seul objectif que la réparation d'une injustice historique vis-à-vis de l'Afrique.

**Monsieur le Président**

**Mesdames et Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement**

**Mesdames et Messieurs**

Nous avons la lourde responsabilité d'élire cette année une nouvelle personnalité au poste de Secrétaire général de notre Organisation.

Tout en saluant les efforts du président de l'Assemblée générale pour contribuer à la transparence du processus de sélection, le Burkina Faso invite tous les Etats membres à épauler et soutenir la personnalité qui aura obtenu la charge de cette position unique au monde, afin qu'elle mette ses compétences et son leadership au service exclusif de la paix, de la justice et du développement pour tous.

**Plein succès à nos travaux.**

**Je vous remercie de votre aimable attention.**